

La présidence indienne du G20 : en quête d'un nouveau multilatéralisme

Jean-Luc Racine

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur,

Jean-Luc Racine

Jean-Luc Racine est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, EHESS) et chercheur senior à Asia Centre. À la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, il a dirigé pendant dix ans le programme franco-indien de coopération en sciences sociales, avant d'être responsable du programme international d'études avancées, en partenariat avec l'université Columbia.

Ses recherches actuelles portent sur trois thématiques : les dynamiques internes de l'Inde contemporaine (1), les stratégies par lesquelles l'Inde redéfinit sa position en Asie et sur l'échiquier global (2), la géopolitique de l'Asie du Sud, en particulier les relations indo-pakistanaïses, la politique régionale du Pakistan et l'évolution de l'Afghanistan, y compris dans leurs dimensions chinoises (3).

Il intervient régulièrement dans les institutions dédiées aux relations internationales et aux questions sécuritaires, ainsi que dans les médias francophones et anglophones sur les questions liées à l'Asie du Sud. Il a écrit ou dirigé plus d'une douzaine d'ouvrages consacrés à l'Inde et à l'Asie du Sud. Son dernier volume édité est un numéro de la revue Hérodote, Géopolitique de l'Inde (n°173-2019). Il a aussi dirigé l'Annuaire Asie de La Documentation française en 2013, 2014, 2015 et 2016.

Il est membre des comités de rédaction de Politique étrangère et d'Asia Trends, et membre des conseils scientifiques de Questions Internationales et de Samaj (South Asia Multidisciplinary Academic Journal).

Sommaire

I - La mise en scène du G20 2023 : la haute politique du gouvernement Modi.....	5
• Le discours initial	5
• Les pays et les organisations invités.....	7
• L’image de l’Inde mise en avant : Bharat, « mère des démocraties »	7
II - Le G20 indien : entre questions structurelles et défis géopolitiques	10
III - La déclaration finale : les enjeux économiques et sociaux, le climat et un vaste agenda	12
IV - La déclaration finale : les enjeux géopolitiques. Ukraine, Sud global et multilatéralisme	14
V - Quel bilan de la présidence indienne ?.....	18
• Les critiques du G20 indien	21
VI - Après le G20 indien : le Sud global et l’IBSA.....	25
VII - Conclusion : quelles convergences dans un monde divergent ?.....	26

La présidence indienne du G20 : en quête d'un nouveau multilatéralisme

Jean-Luc Racine

La présidence indienne du G20, du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023, a fait l'objet d'une mise en scène politique tout à fait particulière, qui mérite attention car elle éclaire la stratégie du pouvoir nationaliste hindou, tant sur la scène intérieure que sur la scène internationale. Au-delà de ce jeu politique et de cette intense communication, il convient d'analyser le contenu très large de l'agenda de cette présidence, et de porter attention aux perceptions de la présidence indienne qui se sont manifestées en Inde et à l'étranger : certaines ont salué un « moment indien », d'autres ont porté un jugement plus dubitatif, voire critique sur cette présidence. Un bilan des résultats obtenus au fil de cette année riche en rencontres est donc nécessaire.

I - La mise en scène du G20 2023 : la haute politique du gouvernement Modi

Tout commence par des changements de calendrier. L'Italie devait être l'hôte du G20 en 2022, mais l'Inde négocia avec Rome une permutation : l'Italie présiderait la réunion en 2021, et l'Inde en 2022, année du 75^{ème} anniversaire de son Indépendance. Puis, sans fournir de raison officielle, New Delhi demanda une nouvelle permutation, avec l'Indonésie cette fois, qui devait présider le G20 en 2023. L'Indonésie accepta, arguant du fait qu'elle devait aussi présider l'ASEAN la même année : elle accueillit donc finalement le G20 de 2022, à Bali, New Delhi se chargeant du G20 2023. A voir la stratégie mise en œuvre pour cette année de présidence indienne, il est clair que le gouvernement Modi décida de la seconde permutation afin que cette année « globale » précède de quelques mois les élections générales du printemps 2024. L'Inde, qui présidait aussi cette année-là l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) depuis la fin du sommet de Samarcande en septembre 2022, avança 'son' sommet de l'OCS à juillet 2023, et le tint en mode virtuel, libérant ainsi le calendrier pour préparer le sommet des chefs d'état et de gouvernement du G20 qui se tint à New Delhi les 9 et 10 septembre.

- Le discours initial

Le 1^{er} décembre 2022, premier jour de la présidence indienne, le Premier ministre Narendra Modi publie sur son site une déclaration initiale présentant la philosophie de la présidence : un document où les 13 portraits du Premier ministre, dont quatre avec des chefs d'État ou de gouvernements étrangers, tiennent une place majeure. Objectif affiché : « catalyser un changement d'état d'esprit qui bénéficierait à l'humanité toute entière », et donc abandonner l'esprit de confrontation pour l'accès aux ressources, renoncer à instrumentaliser les biens essentiels — en ajoutant, visant l'Occident sans le nommer :

« C'est ce que nous avons vu quand les vaccins furent thésaurisés par quelques-uns alors que des milliards [d'humains] restaient vulnérables ». Mais si l'égoïsme était vraiment inhérent à l'homme, comment expliquer que tant de traditions spirituelles plaident pour l'unicité fondamentale du genre humain ? Parmi elles, la tradition indienne va plus loin, « en voyant tous les êtres vivants, et les choses inanimées composés des mêmes cinq éléments les panch tatva de la terre, de l'eau, du feu, de l'air et de l'espace ». Cette quête de l'harmonie, ajoute le Premier ministre, va guider la présidence indienne du G20 « qui travaillera à promouvoir le sentiment universel de l'unité. D'où notre devise 'Une terre, une famille, un avenir' », un slogan partout affiché au fil de la présidence, inspiré par le concept sanscrit évoqué dans le chapitre 6 de la Maha Upanishad « Vasudhaiva kutumbakam » : le monde est une seule famille. Du reste, la Terre offre assez de ressources : plus besoin de combattre pour survivre car « notre temps n'est pas celui de la guerre » : un écho aux propos que Narendra Modi adressa à Vladimir Poutine en marge du sommet de l'OCS en septembre 2022. Les plus grands défis d'aujourd'hui, le changement climatique, le terrorisme, les pandémies appellent, souligne-t-il, à des actions communes.

Et Narendra Modi, le Premier ministre le plus puissant de l'Inde depuis Indira Gandhi, de dresser un portrait idyllique de son pays et de ses propres méthodes : par « son immense diversité de langues, de religions, de coutumes et de croyances », l'Inde, un sixième de l'humanité, « est un microcosme du monde », elle est « la mère des démocraties » où « le consensus national ne résulte pas d'un diktat, mais du concert de millions de voix libres en une harmonieuse mélodie ». Aussi, loin de recourir à une gouvernance verticale, le développement national serait, à l'en croire, le fruit d'« un mouvement populaire conduit par les citoyens » ...¹

C'est pour illustrer ce précepte que le pouvoir a décentralisé une partie des 227 événements (dont 74 « événements associés ») qui ont marqué la présidence indienne, en organisant des rencontres dans une soixantaine de villes, réparties dans la totalité des 28 États et 8 Territoires de l'Union,² depuis les archipels des Andamans et Nicobar et des Lakshadweep dans l'océan Indien jusqu'aux terres himalayennes du Jammu et Cachemire et du Ladakh. Ces deux dernières rencontres, consacrées respectivement au tourisme et à la jeunesse, relevaient d'une initiative fortement géopolitique puisque ces deux régions, rétrogradées du rang d'État à celui de Territoire de l'Union, et ayant perdu leurs dernières marges d'autonomie suite à la réforme conduite par le gouvernement Modi après sa réélection en 2019, sont perçues comme territoires contestés par Islamabad : la Chine, l'Arabie saoudite, la

¹ « India's G20 Presidency ». 1^{er} décembre 2022. <https://www.narendramodi.in/today-india-commences-its-g20-presidency--566168>

² « India's G20 Presidency : a Synopsis ». 30 novembre 2023
https://www.g20.in/content/dam/gtwenty/Indias_G20_Presidency-A_Synopsis.pdf

Turquie et l'Égypte (celle-ci, au rang des pays invités non membres du G20) boycottèrent les deux rencontres. Optimistes, des commentateurs indiens considérèrent qu'en ayant été prête à susciter des boycotts l'Inde avait fait preuve d'une saine confiance en elle.³

- Les pays et les organisations invités

Outre les 19 pays et l'Union européenne, membres du G20⁴, l'Inde a identifié neuf pays invités permanents : le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Espagne, Maurice, le Nigeria, Oman, les Pays-Bas et Singapour. En sus de ces invités permanents, quelque 32 pays furent invités à certains groupes de travail ou événements parallèles au G20 : 15 pays africains, 8 pays d'Asie Pacifique (dont les voisins Sri Lanka, Bhoutan, Maldives), 5 pays latino-américains, 3 pays européens, et la Jordanie. Côté organisations multilatérales ou internationales, outre les organisations régulièrement représentées (l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Organisation Internationale du Travail, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OCDE, ainsi que le Conseil de stabilité financière, où siègent les gouverneurs des banques centrales des pays membres), furent conviés l'ASEAN, l'Union Africaine, la Banque Asiatique de Développement, ainsi que la Coalition pour les infrastructures résilientes aux désastres (organisation internationale basée à New Delhi), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, et l'Alliance solaire internationale (elle aussi basée en Inde).

- L'image de l'Inde mise en avant : Bharat, « mère des démocraties »

Tout commence par un double vocable : si le mot « Inde » ne disparaît pas des déclarations initiale et finale de Narendra Modi, le terme sanscrit Bharat fait sa grande entrée sur la scène internationale, quand il apparaît seul, le 9 septembre, sur le petit panneau brun frappé du logo du G20 et indiquant le pays de l'orateur. Bharat : le nom sanscrit de l'Inde, qu'on retrouve dans le nom du parti de Modi : le parti du peuple de Bharat (Bharata Janata Party : BJP), dont le symbole est un lotus : un lotus qu'on retrouve sur le logo du G20, portant le globe terrestre... Bharat : « la mère des démocraties » : c'est cette histoire que conte une brochure très illustrée distribuée à tous les participants du G20. Oubliée l'Inde des castes et de l'intouchabilité : l'éthos démocratique indien remonte à 5000 ans avant JC. La célèbre statuette de danseuse de Mohenjo-Daro, dans la civilisation de l'Indus au Pakistan, ici défini comme Sindhu-Sarasvati est évoquée aussi : image, nous dit-on, d'une femme « libérée, indépendante, regardant le

³ « The boycott signalling a confident India », The Economic Times, 26 mai 2023.
<https://economictimes.indiatimes.com/opinion/et-editorial/the-boycott-signalling-a-confident-india/articleshow/100536028.cms?from=mdr>

⁴ Rappelons qui sont les membres du G20 en décembre 2022 : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, République de Corée, Royaume-Uni, Russie, Turquie et l'Union européenne

monde en face ». Le Rig Veda, pour sa part, évoque assemblée des anciens, assemblée populaire et même parlement... Un plaidoyer couvrant les siècles, vantant « le pluralisme et la tolérance » du jaïnisme, la « compassion et l'égalité » du bouddhisme, le sens de l'égalité propre à Bharat, citations de Mégasthène et de Diodore de Sicile à l'appui, que complètent maintes évocations de sages hindous. Mais aussi, mises en avant, la place du monarque, au service du peuple et « compréhensif »⁵ autant que la participation du peuple, la brochure se terminant par l'évocation des élections générales de 2019, qui furent « un festival de démocratie ».⁶ Une seconde brochure présente l'histoire des élections indiennes de 1951 à 2019. Il s'agit bien ici d'offrir aux participants du G20 l'image d'une Inde démocratique, antique et contemporaine, et de contredire sans les évoquer les études internationales dénonçant le recul de la démocratie indienne publiées au premier trimestre 2023, aux Etats-Unis, au Royaume Uni et en Suède,⁷ l'Inde s'attachant du reste à créer en 2024 ses propres indices sur la démocratie.⁸

Dans le même esprit, la communication officielle met en avant le principe d'inclusivité en matière d'ordre international mais aussi en interne, parlant d'une « présidence du peuple à la hauteur de la plus grande démocratie du monde » pour évoquer l'application au G20 du programme de participation populaire (Jan Bhagidari) qui aurait permis, en marge des rencontres ministérielles du G20 d'impliquer « 1,4 milliard de citoyens » : rien de moins que la totalité de la population indienne !⁹ En réalité il s'est agi de dialogues engagés entre des délégués du G20 et des acteurs sociaux lors de rencontres thématiques, avec parfois des fausses notes, quand, en juin 2023, une dizaine de syndicats invités ont boycotté une rencontre sur le travail avec des représentants du G20, car la présidence de la rencontre avait été offerte au Bharatiya Mazdoor Sangh, le syndicat pro-BJP affilié à l'Association des

⁵ Ici, c'est pour une fois l'empereur moghol Akbar qui est invoqué —mais il est vrai qu'il avait ordonné la traduction en persan de textes sanscrits, dont le Mahabharata.

⁶ « Bharat The Mother of Democracy ». http://Bharat_Mother_of_Democracy_English_Brochure.pdf

⁷ Freedom House, Freedom in the World, 2023. Washington, 2023; The Economist Intelligence Unit. Democracy Index 2022, Londres, 2023; V-Dem Democracy Index 2023. University of Gothenburg, 2023

⁸ Anisha Dutta, « Modi's India plans its own democracy index, after global rankings downgrade ». Al Jazeera, 21 mars 2024. <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/21/modis-india-plans-its-own-democracy-index-after-global-rankings-downgrade>

⁹ « Inclusivity has been at the heart of India's Presidency: PM. Modi » 30 novembre 2023. <https://www.narendramodi.in/dawn-of-a-new-multilateralism-576438>.

Volontaires de la Nation (Rashtriya Swayamsevak Sangh), la matrice idéologique et militante du nationalisme hindou.¹⁰

Ceci étant, de très nombreuses rencontres ont eu lieu sur de multiples thèmes, abordés dans le cadre de « groupes de discussion » (engagement groups) réunissant des membres de la société civile et parfois des élus, à charge de fournir des analyses et des recommandations aux groupes de travail officiels qui sont, eux, pilotés par les sherpas, dont le travail doit préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement. Une triple architecture est donc en place au fil de l'année : rencontres ministérielles, groupes de travail pilotés par les sherpas, groupes de discussion.

Ceux-ci sont une dizaine : les plus anciens ont été établis entre 2010 et 2012 : B20, pour le monde des affaires ; C20 pour les représentants de la société civile ; Y20, sur la jeunesse ; P20, pour les parlementaires des pays du G20 ; L20, pour le monde syndical ; T20, panel de Think tanks, établi en 2012. D'autres groupes ont été établis entre 2015 et 2017 : W20, sur la place des femmes en matière d'emploi, de leadership, d'éducation, de fracture digitale, de climat ; S20, pour les académies des sciences ; U20, regroupant des maires de grandes métropoles. Le plus récent est le SAI20, pour les instances d'audit de haut niveau, chargées de veiller à la transparence et à la responsabilité, groupe établi au G20 de Bali en 2022. Pour sa présidence, New Delhi a reconduit ces dix groupes, en y ajoutant un onzième, baptisé Startup20, dont l'objectif fut ainsi défini : « fournir une plateforme commune pour les start-ups des pays du G20 afin d'élaborer ensemble des critères d'action et de construire des capacités, d'identifier les failles de financement, de renforcer les capacités d'emploi, d'atteindre les objectifs de développement durable, de résilience climatique, et de croissance dans un écosystème inclusif ». ¹¹ Vaste programme...

Ces rencontres, disséminées à travers le pays, ont aussi pour but de faire découvrir l'Inde aux délégations étrangères. Prenons l'exemple du groupe B20 du monde des affaires. Il fut lancé sans surprise à Gandhinagar, capitale du Gujarat, l'État d'origine de Narendra Modi, qu'il dirigea de 2001 à 2014, et où il lança en 2003 le Vibrant Gujarat Global Summit pour attirer dans son État les investisseurs indiens et internationaux. Mais les sessions suivantes se déroulèrent à l'autre bout de l'Inde, dans trois États du Nord-Est : au Manipur, au Mizoram et au Nagaland, ainsi que dans le petit État himalayen du Sikkim : une occasion d'exposer le folklore des cultures tribales et de visiter, au Sikkim, le monastère de Rumtek, siège du karmapa, le troisième personnage de la hiérarchie du bouddhisme tibétain, avant

¹⁰ « Trade unions boycott G-20 meet over BMS chair », The Hindu, 23 juin 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/ten-central-trade-unions-boycott-labour20-meet-protesting-centres-decision-to-allow-bms-to-chair-it/article66998581.ece>

¹¹ G20 India. « Engagement Groups ». <https://www.g20.in/en/workstreams/engagement-groups.html>

de retrouver le Gujarat, pour la session de clôture à Surat, où la visite « culturelle » porta, inévitablement en ce lieu, sur les diamantaires.¹²

Par cette politique de décentralisation de multiples réunions préparatoires, le pouvoir affiche une volonté d'associer « le peuple » au G20. Mais les militants indiens de la société civile n'ont pas toujours été convaincus, a fortiori quand, à New Delhi, la police vint interrompre une conférence du collectif We20 qui réunissait universitaires, militants des droits civiques et environnementaux et personnalités politiques, pour discuter en public des questions liées à l'agenda du G20.¹³

II - Le G20 indien : entre questions structurelles et défis géopolitiques

La création du G20, en 1999, à l'initiative du G7, fut une conséquence des crises financières successives des années 1994 (Mexique), 1997 (Asie) et 1998 (Russie), et impliquèrent au départ les ministres des finances. La focale initiale était donc économique. Elle l'est restée, mais en élargissant largement l'éventail des questions abordées : le fil économique et financier reste structurant, mais il relie depuis les années 2000 des problématiques multiples, ainsi que le G20 indien l'a illustré à son tour. Au-delà des questions financières, économiques et commerciales, les questions climatiques et environnementales ont été prioritaires, mais bien d'autres domaines ont été abordés : le digital, le cyber et l'intelligence artificielle, l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, les biens communs océaniques, le statut des femmes, la science et la technologie...

Plus généralement, l'ordre ou le désordre du monde ont retenu l'attention. A l'ouverture du G20, le 1^{er} décembre 2022, le contexte géopolitique était évidemment tendu, marqué par la guerre en Ukraine lancée par Moscou en février 2022, mais aussi par le raidissement de la position de Pékin sur Taiwan, après la visite à Taipei, en mars 2022, de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des Représentants. Deux mois plus tard, lors de la session d'ouverture du XX^{ème} congrès du Parti Communiste Chinois, Xi Jinping mettait en garde : rappelant que les interférences étrangères étaient malvenues dans un dossier relevant du peuple chinois, il ajoutait : « Nous œuvrons de tous nos efforts et en toute sincérité pour une réunification pacifique, mais jamais nous ne promettons d'abandonner

¹² Ministry of Information and Broadcasting, India's G20 Presidency. « B20 Engagement Group ». 24 août 2023. <https://static.pib.gov.in/WriteReadData/specificdocs/documents/2023/aug/doc2023824244101.pdf>

¹³ Ashok Sharma. « Indian police stop a conference of activists and academics discussing G20 issues ahead of summit » Associated Press, 20 août 2023. <https://apnews.com/article/india-delhi-police-meeting-g20-summit-we20-74d01a6858a68a412abdbb27f70cee9c>

l'usage de la force et nous nous réservons l'option de prendre toutes les mesures requises ». ¹⁴ Alors que la présidence indienne était en cours, c'est à l'Inde même que Pékin envoya un message. En mars 2023, la Chine fut le seul pays du G20 à boycotter la réunion sur recherche et innovation organisée dans l'État indien himalayen d'Arunachal Pradesh, revendiqué par Pékin sous le nom de Zangman, ou Tibet du Sud. C'était sans surprise. Mais six mois plus tard, le président Xi n'assista pas au sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 organisé à New Delhi en septembre 2023. Que le Président russe ne se déplace pas pour le G20 était attendu. L'absence du président chinois au sommet l'était moins. C'est le Premier ministre Li Qiang qui s'y substitua, déclarant au passage, en contrepoint au discours récurrent de Narendra Modi sur l'Inde et le bien de l'humanité, qu'« ayant à l'esprit l'avenir de l'humanité, le Président Xi avait lancé l'Initiative pour le développement global, l'Initiative pour la sécurité globale, l'Initiative pour la civilisation globale », ajoutant que « la solidarité et la coopération sont la voie juste dans le monde ». ¹⁵

Le sommet du G20 de Bali, en novembre 2022, s'était conclu par une déclaration ¹⁶ marquée par les paragraphes sur l'Ukraine, sur lesquels nous reviendrons, mais aussi par l'attention portée à la santé suite à la pandémie du Covid (d'où la devise affichée par l'Indonésie : « Recover together, recover stronger »), à la sécurité alimentaire mondiale, au défi climatique et à la biodiversité, outre les affichages liés aux impératifs économiques, en particulier la nécessité de renforcer la résilience du système financier global tout en veillant à l'inclusion financière. Mais Bali retint l'attention pour d'autres raisons aussi : un analyste attentif y vit l'affirmation du rôle des puissances moyennes au sein du G20 : « Leur influence nouvelle résulte de leur poids économique croissant, de leur capacité à trianguler entre les grandes puissances en compétition (...) Ils veulent récolter les fruits de la mondialisation et éviter une nouvelle guerre froide », l'Inde étant à cet égard un cas exemplaire. ¹⁷ Dans une perspective asiatique, d'autres analystes soulignèrent « le retour en force d'un G20 plus politisé

¹⁴ Yew Lun Tian & Ben Blanchard : « China will never renounce right to use force over Taiwan, Xi says », Reuters, 16 octobre 2022. <https://www.reuters.com/world/china/xi-china-will-never-renounce-right-use-force-over-taiwan-2022-10-16/>

¹⁵ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. « Li Qiang Attends and Addresses the First Session of the 18th G20 Summit », 9 septembre 2023. https://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx_662805/202309/t20230911_11141135.html

¹⁶ G20 Information Center. « G20 Bali Leaders' Declaration. Bali, Indonesia, 15-16 November 2022 » <http://www.g20.utoronto.ca/2022/G20%20Bali%20Leaders-%20Declaration,%2015-16%20November%202022,%20incl%20Annex.pdf>

¹⁷ Sir Robin Niblett, « The G20 Bali summit showcases a more diverse world ». Royal Institute of International Affairs, Londres, 11 novembre 2022. <https://www.chathamhouse.org/2022/11/g20-bali-summit-showcases-more-diverse-world>

sous présidence indonésienne » et affirmant « une responsabilité commune face à des crises multidimensionnelles sans précédent ». ¹⁸

Un an ou presque après Bali, voyons tour à tour, par le biais de la déclaration qui a clos le sommet des chefs d'État et de gouvernement de New Delhi, ¹⁹ quels enseignements tirer sur les deux grands domaines identifiés : les champs techniques, financiers, climatiques, environnementaux et sociaux d'une part et le champ géopolitique de l'autre.

III - La déclaration finale : les enjeux économiques et sociaux, le climat et un vaste agenda

Amateur d'acronymes à double sens et de slogans en forme de lettres répétées, Narendra Modi a affiché en préambule de la déclaration de Delhi quatre P : « la Planète, le Peuple, la Paix et la Prospérité ». Pour l'essentiel, la déclaration (29 pages, plus la longue liste des documents annexes produits par les réunions ministérielles et les groupes de travail) est structurée en dix points, les questions financières revenant de façon récurrente, comme thématiques propres ou comme éléments d'autres thématiques.

Le premier point appelle à « une croissance forte, durable, équilibrée, inclusive » pour répondre aux « crises en cascade » qui ont affecté l'économie mondiale. Sont soulignés la nécessaire indépendance des banques centrales, le rôle décisif des entreprises privées grandes ou petites et des start-ups, la nécessité de relancer un commerce international transparent contre le protectionnisme et la distorsion des marchés. Le G20 décide de cartographier les chaînes de valeur, et la disponibilité ou les failles en matière de savoir-faire. Il est recommandé, sans l'imposer, d'user des infrastructures digitales publiques pour favoriser l'inclusion financière, et le refus de la corruption doit être total.

Le second point appelle à accélérer les avancées vers les Objectifs de développement durable, avec peu de chance d'atteindre ceux fixés pour 2030. Le G20 entend assurer la sécurité alimentaire mondiale, et travailler à la définition d'un « droit à l'alimentation adéquate ». De longs développements sont consacrés à la santé et à son financement. Éducation et culture sont aussi à l'agenda.

¹⁸ Camille Liou et Florian Veslin. « 2022, l'année de la renaissance du G20 ? Une étude des stratégies nationales des pays-membres asiatiques au sommet de Bali ». *Asia Trends*, n°9, Spring 2023, pp. 37-54

¹⁹ Ministry of External Affairs, Government of India. « G20 New Delhi Leaders' Declaration », 9-10 septembre 2023. <https://www.mea.gov.in/Images/CPV/G20-New-Delhi-Leaders-Declaration.pdf>

Le troisième point porte sur le défi climatique et appelle les pays ne l'ayant pas encore fait à définir leurs objectifs nationaux en fonction des paramètres de l'accord de Paris. Le G20 entend travailler au succès de la COP 28 de Dubai, en décembre 2023. Les risques macroéconomiques liés au changement climatique sont soulignés, les réponses pouvant être la généralisation du programme indien « Lifestyles for Sustainable Development », l'essor de l'économie circulaire, les transitions énergétiques (solaire, hydrogène...), microréacteurs nucléaires inclus. Sont mentionnées les recommandations du groupe G20 sur la finance durable au service de la question climatique, qui renvoie à la question sensible des « contributions déterminées au niveau national » pour atteindre la neutralité carbone. La restauration des écosystèmes, la préservation des économies marines, le financement des villes durables, la réduction des risques de catastrophe sont aussi évoqués. Sont également rappelés les engagements pris par les pays développés en 2010 et le Pacte climat de la COP 26 de Glasgow portant lui aussi sur les financements en faveur des pays en développement : toutefois, ce ne sont plus des milliards mais des trillions de dollars qu'il faudrait mobiliser...

Le quatrième point porte sur les institutions financières multilatérales. Il souligne la nécessité de réformer ces institutions et de renforcer les banques multilatérales de développement, en s'appuyant sur les recommandations des groupes de travail. Centrale est la réforme de la gouvernance du FMI. La nécessité de gérer au mieux les dettes des pays à bas ou à moyen revenus est soulignée.

Le cinquième point porte sur l'économie digitale et les bonnes pratiques qui doivent la gérer. Les cryptomonnaies, comme les monnaies digitales des banques centrales sont évoquées ainsi que, plus largement, le bon usage de l'intelligence artificielle « pour le bien public ».

Le sixième point, bref, appelle à poursuivre la coopération pour mettre en place un système de taxation « global, juste, durable et moderne » à la mesure des besoins du XXI^{ème} siècle.

Le septième point, détaillé, porte sur l'égalité des genres et le statut des femmes et des jeunes filles : accroître leur autonomie économique et sociale, réduire la fracture digitale, mener une politique inclusive prenant en compte les femmes dans la lutte contre le changement climatique, assurer leur sécurité alimentaire. Un groupe de travail sera créé sur cette question, pour prendre effet sous la présidence brésilienne, afin d'épauler le groupe ministériel existant.

Le huitième point traite de diverses questions financières : rôle du Conseil de stabilité financière dans la résilience des opérations extérieures aux services bancaires, feuille de route pour faciliter et sécuriser les paiements internationaux, principes conjoints G20-OCDE pour la gouvernance d'entreprise, gestion des risques financiers liés au défi climatique.

Le neuvième point porte sur les politiques anti-terroristes en matière de blanchiment d'argent et de trafic d'armes. Le G20 entend encourager la révision des standards suivis par le Groupe d'action financière, organisme intergouvernemental dédié à la lutte contre le blanchiment.

Le dernier point appelle à « créer un monde plus inclusif ». Il enjoint au respect des différences religieuses et culturelles, promet de « continuer d'intégrer les perspectives des pays en développement dans l'agenda du G20 ». A cet égard, l'entrée de l'Union africaine au sein du G20 « contribuera de façon significative à faire face aux défis globaux de notre temps ». Assez hypocritement, au vu des politiques que mènent la plupart de ses membres, le G20 « s'engage à soutenir les migrants, y compris les migrants de travail et les réfugiés ».

En conclusion, la déclaration se félicite des études conduites par ses réunions ministérielles et ses groupes de travail, et confirme son statut de « premier forum pour la coopération économique globale », dans l'esprit du multilatéralisme, « sur la base du consensus et de la participation de tous ses membres sur un pied d'égalité ». Nous verrons ci-dessous que tous les observateurs ne partagent pas cet optimisme quant aux fruits de ce G20 sous présidence indienne.

IV - La déclaration finale : les enjeux géopolitiques. Ukraine, Sud global et multilatéralisme

En février et mars 2023 les réunions des ministres des finances et des ministres des Affaires étrangères n'avaient pu se conclure par une déclaration commune, le point d'achoppement étant l'Ukraine. Qu'en serait-il de la réunion au sommet des chefs d'État et de gouvernement ? La question mettait en jeu le rôle de l'Inde. Aussi la déclaration commune adoptée le 10 septembre fut elle célébrée comme le témoignage de l'entregent diplomatique indien et du succès de sa « voie moyenne ».

New Delhi pouvait être satisfaite : le texte reflétait sa propre posture, en appelant à respecter les frontières et les souverainetés nationales, sans aller jusqu'à condamner explicitement la Russie ; une stratégie maintes fois mise en œuvre au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale de l'ONU par une Inde rappelant les grands principes dans ses explications de vote, mais finissant par s'abstenir.²⁰ Le président ukrainien avait été invité à Bali, ce ne fut pas le cas pour le sommet du G20 indien. La déclaration de Bali avait été explicite :

²⁰ Jean-Luc Racine. « L'Inde dans le jeu des puissances, entre Ukraine et G20 », Politique étrangère, 2023, n°2, pp. 97-109. <https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/linde-jeu-puissances-entre-ukraine>

« Cette année, nous avons vu comment la guerre en Ukraine a affecté plus encore l'économie mondiale. Nous avons discuté de la question. Nous avons réitéré nos positions nationales, telles qu'exprimées dans d'autres forums, y compris au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies qui, par la résolution ES-11/1 du 2 mars 2022, adoptée à la majorité (141 votes pour, 5 contre, 35 abstentions, 12 absents) a déploré dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et demandé le retrait complet et inconditionnel du territoire d'Ukraine. La plupart des membres ont fortement condamné la guerre en Ukraine et souligné qu'elle causait d'immenses souffrances humaines et exacerbait les fragilités existantes de l'économie mondiale, restreignant la croissance, accroissant l'inflation, perturbant les chaînes d'approvisionnement, intensifiant l'insécurité énergétique et alimentaire et élevant les risques en matière de stabilité financière ».²¹

Par contraste, la déclaration de New Delhi s'en tient à des principes, rappelle aussi les résolutions de l'ONU, mais sans accusation explicite de la Russie, qui n'est pas même citée :

« A propos de la guerre en Ukraine, tout en rappelant la discussion de Bali, nous avons réitéré nos positions nationales et les résolutions adoptées au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU (A/RES/ES_11/1 et A/RES/ES_11/6) et souligné que tous les États doivent agir de façon à respecter les objectifs et les principes de la Charte de l'ONU dans son intégralité. En conformité avec la Charte, tous les États doivent renoncer à la menace ou à l'usage de la force pour chercher à acquérir des territoires à l'encontre de l'intégrité territoriale, de la souveraineté ou de l'indépendance politique de tout autre État. L'usage ou la menace d'user d'armes nucléaires est inadmissible ».²²

Comme pour s'excuser d'aborder ce sujet, la déclaration précise : « Alors que le G20 n'est pas une plateforme établie pour résoudre les questions géopolitiques et sécuritaires, nous reconnaissons que ces questions peuvent avoir des conséquences significatives sur l'économie mondiale ». Après avoir évoqué les effets du conflit sur la sécurité alimentaire et énergétique, et appelé à la cessation des destructions et des attaques sur les infrastructures, la section sur l'Ukraine, se conclut par un dernier paragraphe de quelques mots, reprenant la phrase de Narendra Modi « Notre temps n'est pas celui de la guerre ».

²¹ « G20 Bali Leaders' Declaration », 16 novembre 2022 (§3). <https://www.consilium.europa.eu/media/60201/2022-11-16-g20-declaration-data.pdf>

²² « G20 New Delhi Leaders' Declaration », 10 septembre 2023 (§8). <http://G20-New-Delhi-Leaders-Declaration.pdf>

Qu'une telle déclaration émerge du sommet des chefs d'État et de gouvernement six mois après l'incapacité des ministres des Affaires étrangères de s'entendre sur un texte commun fut présenté comme une remarquable victoire diplomatique indienne, acquise au terme de quelque 200 heures de négociations des équipes chargées de préparer le texte. Les quatre pays du Sud se passant le relais de la présidence du G20 de 2022 à 2025 — l'Indonésie alors présidente de l'ASEAN, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud présidente des BRICS— ainsi que le Japon, alors président du G7, plaidèrent pour ce compromis.²³ D'évidence, les pays du G7 ont choisi une position accommodante, pour éviter d'attiser les tensions entre eux et les pays du Sud, courtisés par la Chine et par la Russie, et surtout pour éviter qu'un défaut de consensus ne compromette définitivement l'avenir d'un G20 divisé.

Dans ce contexte géopolitique où l'hégémonie occidentale est contestée, l'entrée de l'Union africaine comme nouveau membre du G20 fut aussi un signal fort, encore une fois mis en scène par Narendra Modi invitant aussitôt le président de l'Union, le comorien Azaly Assoumani, à la table du sommet, et soulignant que cette entrée « renforcera le G20 et renforcera la voix du Sud global ».²⁴ Cette voix du Sud, l'Inde l'avait fait entendre, rappela Modi lors du sommet des BRICS organisé à Johannesburg en août 2023, quand elle avait organisé dans le cadre du G20 le « Sommet de la voix du Sud global »²⁵, rencontre virtuelle ayant regroupé les 12 et 13 janvier 2023, sur un très large agenda, les représentants de 125 pays.

Le sommet des BRICS, clos le 24 août, quinze jours avant l'ouverture du Sommet du G20, avait été marqué par un élargissement spectaculaire, avec l'intégration de six nouveaux membres (ramenés à cinq en décembre, avec le retrait de l'Argentine après l'élection du président Milei) : Arabie saoudite, Égypte, Éthiopie, Émirats Arabes Unis, Iran. L'Inde, comme le Brésil, n'était pas à l'origine de cet élargissement voulu par Pékin et Moscou, et très ciblé sur les États riverains ou proches (pour l'Éthiopie) du Golfe arabo-persique et de la mer Rouge. Mais New Delhi s'y rallia, précisant toutefois

²³ Suhasini Haider. « The 'mantras' that powered success at the G20 summit ». The Hindu, 20 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/lead/the-mantras-that-powered-success-at-the-g-20-summit/article67323779.ece>

²⁴

Kallol Bhattacharya. « G20. African Union becomes a permanent member », The Hindu, 9 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/news/international/g-20-african-union-becomes-permanent-member-under-indias-presidency/article67287988.ece>

Rappelons que l'Union africaine, établie en 2002, intègre la totalité des 55 pays africains, de la côte méditerranéenne à l'Afrique du sud.

²⁵ Ministry of External Affairs, Government of India. « Voice of Global South Summit 2023 »

Un deuxième sommet virtuel fut organisé le 19 novembre 2023, quelques jours avant la fin de la présidence indienne. <https://www.mea.gov.in/voice-of-global-summit.htm>

que l'admission de nouveaux membres devait se faire par consensus (les pays candidats sont nombreux). Pour leur part, les éditorialistes indiens s'interrogèrent sur les risques d'un tel élargissement en matière de cohésion du groupe,²⁶ et soulignèrent la nécessaire vigilance envers les stratégies chinoises vis-à-vis des BRICS.²⁷ Cet élargissement des BRICS était aussi perçu comme un signal appelant une fois encore l'Occident à porter attention au Sud global. Le 9 septembre, la mise en scène de l'admission de l'Union Africaine au sein du G20 élargi fut en quelque sorte la réponse indienne à l'élargissement des BRICS initié par Pékin deux semaines plus tôt.

La plaidoirie pour la réforme du multilatéralisme est bien antérieure à la diffusion récente du concept de Sud global, mais on la retrouve dans la déclaration du G20. Un paragraphe souligne « la nécessité de revitaliser le multilatéralisme afin de pouvoir faire face de façon adéquate aux défis globaux contemporains (...) et de rendre la gouvernance mondiale plus représentative, effective, transparente et responsable ».²⁸ Le cœur de la réforme voulue par l'Inde, entre autres, n'est pas évoqué : l'élargissement du Conseil de sécurité, tant chez les membres permanents que chez les membres non-permanents. Mais chacun sait bien, au sein du G20, ce qui est en jeu. Du reste, quelques mois plus tard, la représentante de l'Inde à l'ONU présentera le plan de réforme du Groupe des quatre (Allemagne, Brésil, Inde, Japon, tous membres du G20) en soulignant la nécessité urgente de cette réforme qui désormais plaide pour six nouveaux membres permanents (deux d'Afrique, deux d'Asie Pacifique, un d'Amérique latine, un d'Europe), en avertissant : « Toute proposition qui ne traiterai pas de la représentation du Sud global, incluant l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine dans la catégorie des membres permanents serait d'une grande injustice à l'égard des aspirations des pays en développement à l'égalité ».²⁹

C'est la thématique du multilatéralisme que Narendra Modi a choisi de mettre en avant dans le texte tirant le bilan de la présidence indienne du G20, texte publié dans de nombreux journaux indiens, et qui fut aussi repris et traduit à travers le monde, dans la presse de dizaines de pays.³⁰ S'il tire un bilan positif

²⁶ « BRICS: In uncharted waters », The Indian Express, éditorial, 25 août 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/editorials/express-view-on-brics-in-uncharted-waters-8908165/>

²⁷ « Brics & Beijing: India 's challenge will be to keep the group from becoming a China-dominated diplomatic shop ». The Times of India, éditorial, 25 août 2023. <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/toi-editorials/brics-beijing-indias-challenge-will-be-to-keep-the-group-from-becoming-a-china-dominated-diplomatic-shop/>

²⁸ Déclaration, 10 septembre 2023. § 47

²⁹ Press Trust of India: « India presents detailed model on behalf of G4 nations for UNSC reform that displays flexibility of veto ». The Economic Times, 11 mars 2024. <https://economictimes.indiatimes.com/news/company/corporate-trends/india-presents-detailed-model-on-behalf-of-g4-nations-for-uns-c-reform-that-displays-flexibility-on-veto/articleshow/108319612.cms?from=mdr>

³⁰ Une recherche sur internet, limitée à l'anglais et au français, identifie a minima les pays suivants, la liste n'étant pas exhaustive : Bahreïn, Bangladesh, Cambodge, Cameroun, Chypre, Émirats arabes unis, Éthiopie, France, Guinée, Guyana,

de cette présidence à maints égards, c'est bien « le tournant vers un nouveau multilatéralisme » qu'il souligne, précisant : « Les intérêts de quelques-uns durent laisser la place aux aspirations de beaucoup. Ceci impose une réforme fondamentale du multilatéralisme tel que nous le connaissons ». ³¹ Ce texte sera repris sur le site du Premier ministre, sous un autre titre mettant en avant cette fois le concept d'inclusion, évoquant de nouveau le Sommet de la voix du Sud global et l'inclusion de l'Union africaine au sein du G20. ³²

V - Quel bilan de la présidence indienne ?

Dressant le bilan de la présidence indienne, Narendra Modi, dans sa tribune médiatique du 30 novembre 2023 rappelait qu'il avait voulu « offrir au monde une alternative au statu quo, en passant d'un progrès centré sur le PNB à un progrès centré sur l'homme » : habitude rhétorique d'un pouvoir qui veut se présenter comme humaniste, en interne comme globalement... Outre les points déjà évoqués —l'entrée de l'Union africaine, les sommets « Voix du Sud global », la volonté de multiplier les rencontres G20 à travers le pays pour en faire « une Présidence du peuple », et l'appel à un multilatéralisme plus équilibré— le Premier ministre indien mit en avant plusieurs avancées plus techniques : le plan d'action pour accélérer le progrès vers les Objectifs de développement durable ; la plaidoirie pour de fortes infrastructures digitales publiques (exemple indien à l'appui) ; la constitution d'archives de seize pays en la matière devant aider aux progrès du Sud global dans ce champ d'action ; la déclaration pour un « Pacte du développement vert » appelant à tripler les énergies renouvelables d'ici 2030 ; la reconnaissance par le G20 de la nécessité pour les pays développés d'augmenter de façon massive leur apport financier pour permettre aux pays en développement d'atteindre leurs « contributions déterminées au niveau national » dans le cadre de l'accord de Paris de 2015 pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ; la formation annoncée d'un groupe de travail dédié à l'émancipation des femmes. Narendra Modi estime aussi que l'Inde, sous ce G20, a pris « un rôle de leader sur la réforme de l'ONU », et souligne qu'au total ce G20 a pris plus de décisions et adopté plus de documents que ses prédécesseurs, avant de conclure « durant notre présidence, l'Inde a su accomplir l'extraordinaire : elle a revitalisé le

Indonésie, Japon, Koweït, Liberia, Lituanie, Mongolie, Niger, Nigeria, Ouzbékistan, Philippines, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Taiwan, Togo, Tunisie, Vietnam.

³¹ Narendra Modi: « India's G20 Presidency and the dawn of a new multilateralism », The Tribune, 30 novembre 2023. <https://www.tribuneindia.com/news/comment/indias-g20-presidency-and-a-new-multilateralism-567202>

³² Version citée en note 9 : « Inclusivity has been at the hearts of India's G20 Presidency : PM Modi », 30 novembre 2023. <https://www.narendramodi.in/dawn-of-a-new-multilateralism-576438>

multilatéralisme, amplifié la voix du Sud global, s'est faite la championne du développement et s'est battue pour l'émancipation des femmes, partout ». ³³

Bien entendu, le parti au pouvoir, le BJP, a félicité le Premier ministre dans un communiqué célébrant le sommet de Delhi comme « un chapitre monumental des annales diplomatiques indiennes, marquant un moment de transformation de la façon dont notre nation est perçue et s'engage sur la scène mondiale », pour conclure que sous le leadership de Narendra Modi « l'Inde définira avec résolution une course marquée par la croissance, la coopération et le leadership mondial ». ³⁴ Au rang des succès, le pouvoir ajoute aussi le protocole d'accord conclu lors du sommet du G20, pour établir un corridor maritime et ferroviaire et de transmission d'énergies renouvelables Inde-Moyen Orient-Europe (IMEC), ³⁵ via les Émirats Arabes Unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël, la Grèce, l'Italie, La France et l'Allemagne étant également parties prenantes, les États-Unis étant associés au projet. Un projet que le sherpa du G20 jugea à même de « redessiner les routes du commerce mondial », ³⁶ mais qui pour l'heure suscite des interrogations, en raison du conflit israélo-palestinien. ³⁷

De multiples Think tanks indiens, plus ou moins proches du pouvoir ou de statut officiel, ont publié pendant la présidence indienne ou par la suite nombre d'études soulignant les avancées accomplies, particulièrement sur la question du Sud global. ³⁸ D'autres laudateurs ont mis en avant la déclaration conjointe rendue possible par la formulation retenue sur l'Ukraine, dessinant ainsi « une présidence

³³ Narendra Modi: « India's G20 Presidency and the dawn of a new multilateralism ». op. cit.

³⁴ Bharatiya Janata Party Parliamentary Board. « Bharatiya Janata Party G20 Resolution ». 13 septembre 2023. <https://www.bjp.org/pressreleases/resolution-passed-bharatiya-janata-party-parliament-board-congratulating-honble-prime>

³⁵ Seema Sirohi. « The G20 Summit has been a resounding success for India ». The Economic Times, 10 septembre 2023. <https://economictimes.indiatimes.com/opinion/et-commentary/the-g20-summit-has-been-a-resounding-success-for-india/articleshow/103559061.cms>

³⁶ Darlington Jose Hector. « IMEC will reshape global trading routes, says G20 sherpa Amitabh Kant ». The Hindustan Times, 14 septembre 2023. <https://www.hindustantimes.com/india-news/mec-will-reshape-global-trading-routes-says-g20-sherpa-amitabh-kant-101694668638659.html>

³⁷ Soumya Chaturvedi. « Is the IMEC destined to fail ? ». Yale Journal of International Affairs. 2 février 2024. <https://www.yalejournal.org/publications/is-the-imec-destined-to-fail>

³⁸ Arindam Goswami & Neha Sinha. « From G20 to G21: India's Dynamic South Asia leadership », Vivekananda International Foundation, New Delhi, 12 septembre 2023. <https://vifindia.org/2023/september/12/from-g20-to-g21-india-s-dynamic-global-south-leadership>

Sushil Kumar. « Indias' G20 Presidency as a Voice of Global South », RIS. Research and Information System for Developing Countries », New Delhi, Discussion Paper #291, Février 2024
<https://www.ris.org.in/sites/default/files/Publication/DP%20291%20Sushil%20Kumar.pdf>

inouvable ». ³⁹ Sur un ton plus sobre, et en référence à cette déclaration incertaine au départ, la presse indienne et étrangère célébra un « moment indien »⁴⁰, et évoqua aussi comment l'absence de Xi Jinping, qui pouvait signaler une volonté chinoise de « priver l'Inde de son moment », n'empêcha pas le défi du consensus d'être relevé. ⁴¹

Sans surprise, les analystes chinois furent plus circonspects, voire soulignèrent, après le sommet du G20, « l'illusion du rêve indien de devenir une grande puissance ». ⁴² Plus habilement, le ministère chinois des Affaires étrangères s'appropriâ une part du succès du sommet jugé en harmonie avec les propos tenus par le Premier ministre Li Qiang : « Le sommet a adopté une déclaration des dirigeants, qui reflète la proposition de la Chine et stipule que le G20 agira de manière concrète par le biais de partenariats, envoyant ainsi un signal positif de collaboration du G20 pour relever les défis mondiaux et promouvoir la reprise économique mondiale et le développement global ». ⁴³

Côté russe, en revanche, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères, qualifia le sommet de « succès sans réserve ». Au premier chef, pour la présidence indienne, mais aussi « pour nous tous », ajoutant : « Le G20 est en voie de réforme interne. (...) Les pays membres représentant le Sud global sont devenus plus proactifs, l'Inde ouvrant la voie ». ⁴⁴

Côté américain, l'absence de Vladimir Poutine et de Xi Jinping laissa un espace élargi au président Joe Biden. Au premier jour du sommet de New Delhi, la Maison Blanche avait publié un « agenda

39

Amitabh Mattoo. « An unforgettable presidency ». The Indian Express, 11 septembre 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/g20-presidency-g20-summit-2008-beijing-summer-olympics-emergence-of-china-8933834/>

⁴⁰ Editorial. « G20 summit: India's global moment », The Indian Express, 9 septembre 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/editorials/the-global-moment-8931112/>

⁴¹ Carla Freedman & Sameer P. Lalwani. « At G20 India Tests Geopolitical Clout Amid Xi's Absence ». United States Institute for Peace, Washington D.C., 7 septembre 2023. <https://www.usip.org/publications/2023/09/g20-india-tests-geopolitical-clout-amid-xis-absence>

Alan Crawford & Sylvia Westall. « How India and the U.S. Succeeded at the G20 Without China's Xi ». Time. 10 septembre 2023. <https://time.com/6312531/india-g20-xi-us-global-south/>

⁴² Lan Jianxue. « Reality and delusion of India's 'great power dream' from G20 New Delhi Summit ». Global Times. 12 septembre 2023. <https://www.globaltimes.cn/page/202309/1298054.shtml>

⁴³ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. « Conférence de presse du 11 septembre 2023 tenue par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Mao Ning ». https://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzdh/202309/t20230913_11142089.html

⁴⁴ Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation. « Foreign Minister Sergey Lavrov's statement and answers to media questions following the G20 Summit, New Delhi, September 10, 2023 ». https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1903728/

ambitieux » pour le G20. ⁴⁵ Le même jour elle rendit publique une déclaration conjointe des États-Unis, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud entendant « construire sur les progrès historiques de la présidence indienne du G20 pour faire face aux défis globaux ». ⁴⁶ Le lendemain, le Secrétaire d'État Anthony Blinken défendait pour sa part les paragraphes sur l'Ukraine, jugeant que le message sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine était clair, mais aussi qu'il était « très important que le G20 parle d'une seule voix ». ⁴⁷ Quant à la présidente de la Commission de l'Union européenne, elle remercia Narendra Modi « pour son habile leadership », ajoutant qu'« un fort partenariat avec l'Inde est primordial pour l'Europe ». ⁴⁸

On l'aura noté, ces lauriers tressés en abondance célèbrent au premier chef des succès diplomatiques, à commencer par l'existence même d'une déclaration conjointe. Mais qu'en est-il du champ propre au G20, celui des questions économiques et sociales ? Et de la mise en scène du G20, à la gloire du Premier ministre indien ?

- Les critiques du G20 indien

Inévitablement, cette mise en scène du G20, y compris les omniprésents portraits de Narendra Modi, ont nourri le mécontentement des opposants politiques. Le parti du Congrès, son principal adversaire, a dénoncé aussi bien l'instrumentalisation de la présidence à des fins de campagne électorale, la façon de surjouer le G20 pour faire oublier les problèmes clés du quotidien (chômage, inflation), ⁴⁹ le budget disproportionné consacré à la présidence, ⁵⁰ que « la pharminieuse hypocrisie du gourou du monde auto-proclamé », une fois connue la déclaration issue du sommet de septembre. Une déclaration, déclara le porte-parole du Congrès, qui affiche la volonté de respecter la diversité culturelle et religieuse, et de promouvoir le dialogue et la tolérance, en contraste avec ce qui se passe dans le pays : le « global talk

⁴⁵ The White House. « Fact Sheet : Delivering an Ambitious Agenda for the G20 », 9 septembre 2023.

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/09/fact-sheet-delivering-an-ambitious-agenda-for-the-g20/>

⁴⁶ The White House. « Joint Statement from the United States, India, Brazil, South Africa on the G20 », 9 septembre 2023.

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/09/joint-statement-from-the-united-states-india-brazil-and-south-africa-on-the-g20/>

⁴⁷ US State Department. « Secretary Blinken with Jake Tapper of CNN's State of the Union ». 10 septembre 2023.

<https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-with-jake-tapper-of-cnn-state-of-the-union-3/>

⁴⁸ LinkedIn. « Post of Ursula von der Leyen ». 10 septembre 2023. https://www.linkedin.com/posts/ursula-von-der-leyen_in-a-more-fragmented-world-the-g20s-role-activity-7106679957531029505-Ow65

⁴⁹ The Hindu Bureau. « Modi government is using G-20 summit to run poll campaign, alleges Congress », The Hindu, 19 août 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/modi-government-is-using-g-20-summit-to-run-poll-campaign-alleges-congress/article67212654.ece>

⁵⁰ The Hindu Bureau. « Congress slams Modi Government for exceeding G-20 budget ». The Hindu, 11 septembre 2023.

<https://www.thehindu.com/news/national/congress-slams-modi-government-for-exceeding-g-20-budget/article67295376.ece>

» serait bien différent du « local walk » de Modi...⁵¹ L'instrumentalisation du G20 en année pré-électorale fut soulignée aussi bien à l'étranger, à l'exemple d'un grand Think tank australien,⁵² du fleuron de la presse économique mondiale⁵³ ou du New York Times.⁵⁴

Ceci étant, l'examen de la déclaration conjointe a aussi nourri des critiques de fond, bien au-delà du cercle d'économistes qui, quelques mois plus tôt, avait soulevé diverses thématiques dans une perspective critique d'un G20 porté par le néolibéralisme ambiant.⁵⁵ Les critiques les plus structurées ont été formulées par un collectif international d'organisations de la société civile, baptisé People's 20 : établi en mars 2023, il regroupe des organisations de multiples pays ayant suivi de longue date les travaux des G20, certaines depuis 2010. Leur communiqué de presse, publié le lendemain du sommet, reconnaît certains points positifs. Ainsi, de l'adoption par consensus de la déclaration, mise au crédit de l'habileté du gouvernement indien, mais aussi le fait que, comparée à la déclaration de Bali, celle de Delhi « traite de façon plus substantielle des sujets tels que les Objectifs de développement durable, l'égalité de genre, l'émancipation des femmes et la technologie digitale, y compris l'intelligence artificielle ». Mais, et c'est là le cœur du problème, « derrière une éloquente rhétorique, la déclaration ne fournit pas d'analyses substantielles ni de solutions tangibles au regard des crises globales demandant des mesures d'urgence. (...) Si nous apprécions l'inclusion, dans la déclaration, d'une longue liste d'engagements, nous ne pouvons que nourrir des doutes sur leur efficacité pratique. Des doutes qui résultent de l'absence de plans d'actions concrets, de calendriers définis et du manque de mécanismes indépendants de suivi et d'évaluation capables de juger de leur mise en œuvre ».⁵⁶

Et de citer, entre autres points, les droits des brevets réduisant l'accès aux médicaments, la question esquivée de taxation globale, celle de l'annulation de la dette affectant une soixantaine de pays pauvres, l'absence de toute référence à l'érosion de la démocratie dans les multiples pays (y compris le pays hôte

⁵¹ The Hindu Bureau. « Congress leaders refer to G-20's Delhi Declaration to target Narendra Modi government ». The Hindu, 10 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/congress-leaders-refer-to-g-20s-delhi-declaration-to-target-narendra-modi-government/article67292406.ece>

⁵² Sanya Dhingra. « The G20 spectacle and the domestic imperatives of Modi's global ambitions », The Lowly Institute, Sydney, 8 septembre 2023. <https://www.lowlyinstitute.org/the-interpret/g20-spectacle-domestic-imperatives-modi-s-global-ambitions>

⁵³ Benjamin Parkin and John Reed. « 'The credit will go to Modi' : India's PM seeks G20 boost in upcoming elections ». The Financial Times, 15 septembre 2023. <https://www.ft.com/content/50fa567a-5792-42ba-8255-14327a8878d5>

⁵⁴ Suhasini Ray. « Making Sure 1.4 Billion People Are Very Aware India is Hosting the G20 ». The New York Times, 5 septembre 2023. <https://www.nytimes.com/2023/09/05/world/asia/g20-india-promotional-bltz.html>

⁵⁵ Sonal Raghuvanshi (ed.). India and the G20: Legacy & Prospects for Multilateralism amidst a Polycrisis. New Delhi, Yoda Press, 2023

⁵⁶ Press Statement on the New Delhi G20 Leaders' Declaration. « G20 Falls Short in Addressing Global Challenges, Promises Abound but Impact Lacks ». People's 20. 11 septembre 2023. http://peoples20.org/en/images/03_11.pdf

« se proclamant fièrement la mère des démocraties) ». Sur la question centrale des Objectifs de développement durable (ODD), si la déclaration reconnaît qu'à mi-parcours de l'agenda 2030 les progrès accomplis sont très insuffisants, on n'y trouve pas d'engagement concret en termes financiers. Parmi les ODD le droit à douze années d'éducation n'est pas assez mis en avant, et l'affichage sur les migrations ne prend pas en compte la masse des travailleurs non qualifiés. Au-delà des références au respect de la diversité religieuse et du droit à la liberté d'association, c'est de conventions sur les droits humains et sur les droits syndicaux dont on a besoin.

Sur ce dernier point, on doit prendre note de la protestation de la Confédération Syndicale Internationale, qui regroupe plus de 300 syndicats répartis dans plus de 150 pays, quand la présidence de la rencontre L20 sur les travailleurs, qui généralement lui revenait, fut confiée au Bharatiya Mazdoor Sangh, le syndicat de la famille nationaliste hindoue, proche du pouvoir.⁵⁷ Sur le fond des choses, il fut regretté entre autres que le G20 ne traite pas sérieusement du problème du travail forcé ou sous contrainte (tel le système kafala imposé aux migrants indiens dans les pays du Golfe).⁵⁸

En parallèle, dans le champ environnemental, l'écologiste Ashish Kothari avait dénoncé comment les rencontres dites C-20 process, dédiées à la société civile, « ont été cooptées par le parti au pouvoir de façon peu subtile afin de promouvoir sa propre vision politico-religieuse, sous un fin voile de respectabilité sociale ».⁵⁹ Dans une longue interview donnée quelques jours avant le sommet à la fondation allemande Henrich Boell, le même expert soulignait les contradictions entre les affichages indiens et la politique effectivement suivie dans le pays (engrais chimiques, charbon, déforestation dans les zones tribales...), et déplorait le manque d'écoute du pouvoir à l'égard de la société civile pour préparer une « transition juste » offrant aux classes populaires « des alternatives dignes ».⁶⁰

Au-delà des critiques émanant de milieux militants, et à l'inverse du satisfecit du Secrétariat général de l'ONU, en particulier sur les Objectifs du développement durable,⁶¹ nombre d'éditoriaux ont souligné

⁵⁷ ITUC. « India G20: Modi government slammed for rejecting independent union involvement », International Trade Union Confederation. Bruxelles, 12 mai 2023. <https://www.ituc-csi.org/india-g20-modi-government-slammed?lang=en>

⁵⁸ Rejimon Kuttappan. « The G-20's screen over 'mazdoors', their rights », The Hindu, 28 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/lead/the-g-20s-screen-over-mazdoors-their-rights/article67354094.ece>

⁵⁹ Ashish Kothari. « Hijacking G-20's civil society forum », The Hindu, 22 mai 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/op-ed/hijacking-g-20s-civil-society-forum/article66877250.ece>

⁶⁰ Ashish Kothari. & Sadia Sohail. « C20 rarely a forum for deep, wide civil society participation in G20 ». Henrich Böll Stiftung, New Delhi Office, 2 septembre 2023 <https://in.boell.org/en/2023/09/02/c20-rarely-forum-deep-wide-civil-society-participation-g20>

⁶¹ ONU Info. « L'ONU se félicite de la déclaration des leaders du G20 à New Delhi ». 9 septembre 2023. <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138392>

qu'au-delà des bonnes paroles, la déclaration du G20 n'avait guère pris d'engagements contraignants,⁶² une opinion partagée par des analyses plus fournies publiées au lendemain du sommet.⁶³

Un bilan du sommet du G20 publié par le Parlement européen avait ainsi noté, au-delà des questions géopolitiques, que nombre d'engagements ou de plaidoiries avaient été avancés sur les questions climatiques, le développement durable, le financement du développement, le numérique, le statut des femmes, mais soulignait aussi, sur la question centrale du climat : « Quant aux engagements sur le changement climatique, les experts ont tiré un bilan plutôt critique du sommet du G20. Si certains donnent crédit au gouvernement indien pour avoir choisi des thématiques pertinentes, et ont bien accueilli l'engagement du G20 à tripler les énergies renouvelables, beaucoup de commentaires de la société civile jugent négativement la déclaration finale. Pour Greenpeace, par exemple, le bilan est décevant, ne serait-ce que parce que les leaders n'ont pu s'accorder sur l'abandon graduel des énergies fossiles ». ⁶⁴

Certes, depuis la fin de la présidence indienne du G20, on a pu voir quelques progrès lors de la COP 28 de Dubai, avec la création d'un fonds pour les « pertes et dommages » doté de 700 millions de dollars, au profit des pays pauvres particulièrement vulnérables au changement climatique, mais beaucoup reste à faire, la décision politique finale, relève l'IDDRI, ne parlant que « de transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques ». ⁶⁵ Du moins l'annonce par le G7, en mai 2024, d'un engagement à fermer les centrales à charbon avant 2035 va-t-elle dans le bon sens, et fait écho aux préoccupations du G20, sans évoquer toutefois le pétrole et le gaz. ⁶⁶

En revanche, bien plus alarmant est le rapport de la Banque mondiale publié le 15 avril 2024, qui constate que pour la moitié des pays pauvres ayant droit au soutien de l'Association internationale de développement (IDA : une de ses filiales, dédiée aux pays les plus pauvres), le revenu moyen par

⁶² Editorial. « Modi boosted his image, but the G20 summit looks sets to achieve little else ». The Guardian, 10 septembre 2023. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2023/sep/10/modi-boosted-image-but-g20-achieve-little-else>

Éditorial. « Le G20 de New Delhi, un sommet sans grand résultats ». Le Monde, 11 septembre 2023. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/11/le-g20-de-new-delhi-un-sommet-sans-grands-resultats_6188839_3232.html

⁶³ Ravi Kanth Devarakonda. « No Real Gain : G20 Declaration Offers Mere Lip Service to Pressing Global Issues ». The Wire. 15 septembre 2023. <https://thewire.in/world/no-real-gain-g20-delhi-declaration-offers-mere-lip-service-to-pressing-global-issues>

⁶⁴

Marc Jütten. « Outcome of the 2023 G20 Summit in New Delhi, India ». European Parliament Research Service. Bruxelles, 14 septembre 2023. [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_ATA\(2023\)751474](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_ATA(2023)751474)

⁶⁵ IDDRI. Billet. « COP 28 : la fin du commencement ». Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, Paris, 18 décembre 2023. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/cop-28-la-fin-du-commencement>

⁶⁶ Audrey Garric. « Les pays du G7 s'engagent à fermer leurs centrales à charbon avant 2035 ». Le Monde, 3 mai 2024. https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/04/30/les-pays-du-g7-s-engagent-a-fermer-leurs-centrales-a-charbon-avant-2035_6230771_3244.html

habitant « a augmenté plus lentement que dans les économies riches ». Parlant d'un « revers historique », il ajoute qu'au sein des pays IDA, « un sur trois en moyenne est plus pauvre qu'il ne l'était à la veille de la pandémie de COVID-19. Le taux d'extrême pauvreté est plus de huit fois supérieur à la moyenne du reste du monde ».⁶⁷

VI - Après le G20 indien : le Sud global et l'IBSA

Au-delà de la rhétorique du Sud global, et du flou quant à ses membres, dont un bon nombre appartiennent aussi au G20, la succession des présidences « du Sud » offre-telle une opportunité d'action, au sein du G20, avant que les États-Unis ne président le groupe en 2026 ? Indonésie 2022, Inde 2023, Brésil 2024, Afrique du Sud 2025 : jamais dans la succession des sommets tenus depuis 2008 une telle conjonction n'avait eu lieu. Qui plus est, la troïka Inde Brésil Afrique du Sud du G20 pourrait redonner du poids au forum de dialogue IBSA (India Brazil South Africa), initié en 2003 : la « Déclaration de Brasilia » qui établit alors le forum souleva de multiples questions qui restent, vingt ans plus tard, à l'agenda du G20 (nécessaire transparence du commerce mondial, nouvelles technologies, égalité des genres, sécurité alimentaire, environnement, climat, biodiversité, etc...) tout en regrettant que « de larges parties du monde n'aient pas profité de la globalisation », et en appelant explicitement à l'élargissement du Conseil de sécurité.⁶⁸

Au terme de la présidence indienne, un Think tank de Bombay appelait à mobiliser le forum IBSA au fil de ses présidences du G20.⁶⁹ Trois mois plus tard, les autorités brésiliennes confirmaient, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des trois pays, que la succession des présidences IBSA du G20 invitait à la « revitalisation » du forum et de son agenda. Cette succession soulevait parfois quelques craintes d'observateurs estimant que ce fil IBSA et l'adhésion de l'Union africaine risquaient,

⁶⁷ Banque mondiale. « Malgré tout leur potentiel, 75 économies vulnérables subissent un 'revers historique' ». Communiqué de presse, Washington DC, 15 avril 2024. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2024/04/14/the-great-reversal-prospects-risks-and-policies-in-international-development-association-countries>.

Pour le rapport : Tommy Chrimes & al. The Great Reversal. Prospects, Risks, and Policies in International Development Association (IDA) Countries. Washington DC. The World Bank Group. 2024

⁶⁸ « India-Brazil-South Africa Dialogue Forum. Brasilia Declaration ». 6 juin 2003. https://www.ibsa-trilateral.org/images/Brasilia_Declaration_2003.pdf

⁶⁹ Rajiv Bhatia & Manjeet Kripalani. « Leveraging IBSA for the G20 Troika Presidencies », Gateway House : Indian Council on Global Relations. Mumbai, Novembre 2023. <https://www.gatewayhouse.in/leveraging-ibsa-for-the-g20-troika-presidencies/>

si l'on n'y prenait garde, « de diluer la pertinence et la résilience du G20 dans un monde incertain ». ⁷⁰ On peut noter à cet égard que le prochain sommet de l'IBSA, qui se tiendra à Rio de Janeiro en décembre 2024, compte inviter pour la première fois des pays tiers du Sud, mais aussi du Nord. ⁷¹ La plaidoirie pour les pays du Sud n'entend donc pas accentuer les fractures avec l'Occident. L'esprit du G20 reste prégnant, ou tout simplement la realpolitik, comme en témoigne la diplomatie indienne, qui cultive les États-Unis et les pays européens, tout en les critiquant.

VII - Conclusion : quelles convergences dans un monde divergent ?

Dans son rapport 2024 sur l'état de l'économie mondiale, le FMI se réjouit d'une « résilience remarquable » mais posant un défi majeur : « la divergence s'accroît entre nombre de pays en développement à bas revenus et le reste du monde. (...) Les pays les plus pauvres ne peuvent toujours pas tourner la page de la pandémie et des crises liées au coût de la vie ». Fidèle à sa ligne, le Fonds appelle les pays à faible revenu « à entreprendre des réformes structurelles pour promouvoir des investissements intérieurs et des investissements directs étrangers ». Des efforts doivent être faits en outre pour « améliorer le capital humain de leur vaste population jeune ». Plus généralement, il est noté que « les perspectives de croissance à moyen terme sont également compromises par la fragmentation géoéconomique grandissante et l'augmentation des mesures restrictives de politiques commerciale et industrielle. (...) L'économie mondiale pourrait y perdre en résilience. (...) il est encore temps de changer de cap ». Enfin, « la transition écologique requiert d'immenses investissements (...) Les émissions continuent d'augmenter. Il faut faire beaucoup plus, et vite », ce qui suppose que pays émergents et pays en développement consentent « le plus grand effort en accélérant considérablement la croissance des investissements verts, tout en réduisant l'investissement dans les combustibles fossiles. Pour cela, ils auront besoin de transferts technologiques de la part des pays avancés et de la Chine ». Conclusion : « les cadres multilatéraux et la coopération demeurent indispensables pour avancer ». ⁷²

⁷⁰ Gaurav Saini. « G20 after India: Risks of a Global Agenda ». Henrich Boell Stiftung India. New Delhi, 4 décembre 2023.

<https://in.boell.org/en/2023/12/04/g20-after-india-risks-global-south-agenda>

⁷¹ G20-Brazil. « India-Brazil-South Africa Dialogue Forum (IBSA) gains strength at G20 meeting ». 24 février 2024.

<https://www.g20.org/en/news/india-brasil-south-africa-dialogue-forum-ibsa-gains-strength-at-g20-meeting>

⁷² IMF. World Economic Outlook. Foreword: « Global Economy Remains Resilient despite Uneven Growth : Challenges Remain ». Avril 2024, pp. XIII-XV. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/04/16/world-economic-outlook-april-2024>

La traduction reprend la version française de la préface du rapport, publiée en blog, avec quelques variantes : Pierre-Olivier Gourinchas. « L'économie mondiale reste résiliente, mais la croissance est inégale ; des difficultés se profilent à l'horizon ».

Indispensables, mais complexes, dans un monde où le multilatéralisme s'affaiblit, quoiqu'en dise la rhétorique du G20, et où le protectionnisme progresse, un monde où les pays du Sud critiquent l'Occident mais doivent aussi prendre garde à la Chine.⁷³

Aussi, en février 2024, à la veille de la rencontre des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales du G20, à Sao Paulo, auxquels le FMI avait envoyé une note de conjoncture et de recommandations,⁷⁴ la directrice générale du Fonds s'adressa-t-elle aux pays membres : « Les perspectives mondiales à court terme s'étant récemment améliorées, les décideurs du G20 ont l'occasion de relancer des ambitions stratégiques et de mettre le cap sur un avenir plus équitable, prospère, durable et coopératif ». Appellant le G20 à l'audace, elle reconnaissait toutefois qu'« une faible croissance mondiale est une mauvaise nouvelle pour tous, mais tout particulièrement pour les pays émergents et les pays en développement » et que, outre les défis climatiques, « la fragmentation géoéconomique continue de se creuser à mesure que les pays réorientent leurs flux d'échanges et de capitaux ».⁷⁵

A cet égard, les décisions du G20 seront prises pour deux ans encore sous des présidences « Sud global », avant que ne vienne le tour des États-Unis. Mais qui dirigera ce pays en 2026 ? Une présidence Biden devrait maintenir, avec les limites d'une politique protectionniste, l'agenda affiché pour le G20 de Delhi déjà cité,⁷⁶ d'autant que le Département d'État a voulu confirmer « l'engagement des États-Unis envers le G20 » sous présidence brésilienne.⁷⁷ Mais sous une éventuelle présidence Trump, l'incertitude serait la règle en matière géopolitique, et le pire serait possible en matière de financements pour le développement et le climat.

Grandeur et fragilité du G20, qui nourrit parfois le scepticisme de ceux qui eurent à en connaître, tel Satya Prakash Shukla, ancien Secrétaire du gouvernement indien aux finances et au commerce, qui

IMF Blog, 16 avril 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/04/16/global-economy-remains-resilient-despite-uneven-growth-challenges-ahead>

⁷³ Norbert Gaillard. « Les économies du Sud global à l'heure chinoise », *Politique étrangère*, 2023, n°4, pp. 25-37. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2023-4-page-25.htm>

⁷⁴ IMF Staff. « G-20 Surveillance Note : G-20 Finance Ministers and Central Banks' Governors' Meeting, Sao Paulo, Brazil ». IMF, Février 2024. <https://www.imf.org/external/np/g20/pdf/2024/022624.pdf>

⁷⁵ Kristalina Georgieva. « Le G20 doit tirer parti de la résilience démontrée de l'économie mondiale ». IMF Blog, 26 février 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/02/26/how-the-g20-can-build-on-the-world-economys-recent-resilience>

⁷⁶ White House. « Delivering an Ambitious Age for the G20 », 9 septembre 2023, op. cit.

⁷⁷ US Department of State. « United States Engagement with the G20 », Washington DC, 21 février 2024. <https://www.state.gov/united-states-engagement-with-the-g20-2/>

constatait, lors de la présidence indienne : « Il est irréaliste d’attendre de jamborees tels que le G20 ce que des instances permanentes des Nations Unies, tels que la CNUCED et le Conseil économique et social, et d’autres instances multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction ne parviennent pas à obtenir ». Et d’ajouter : « Le problème du Nord est trop puissant et trop réel pour permettre des gains substantiels pour le Sud dans un forum multilatéral tel que le G20, où la balance du pouvoir penche en faveur du Nord ». ⁷⁸ Face à ce scepticisme, les quatre années de présidences du Sud et l’entrée de l’Union africaine diront, fin 2025, si une nouvelle dynamique multilatérale a pu s’enclencher, ou non.

⁷⁸ Cité par Ravi Kanth Devarakonda, « No Real gain... », op. cit. 15 septembre 2023. <https://thewire.in/world/no-real-gain-g20-delhi-declaration-offers-mere-lip-service-to-pressing-global-issues>